

## PROPOSITION DE COLLABORATION DES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT DU DÉPARTEMENT DE PODOR FACE À LA CRISE DE LA COVID-19

L'apparition du coronavirus SARS-CoV-2 au Sénégal le 2 mars 2020 a trouvé dans les Institutions Sénégalaises une réponse rapide et efficace, avec la prise en compte de l'expérience des autres États et la recherche de sa propre **riposte à la pandémie**. Malgré tous les efforts fournis, à la date du 18 juin 2020, le virus a infecté 5.475 personnes, sur 64.830 tests réalisés, dans quarante-sept (47) districts sanitaires (soit un taux de positivité de 7,53%), dont 3.716 sont guéris (soit 67,87%) et 1.682 encore sous traitement (30,72%), selon le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale.

Cette situation a eu des conséquences dans la vie de la population sénégalaise. Comme l'a annoncé la FAO, en mettant en garde la communauté internationale, "la crise de la COVID-19 n'est pas seulement sanitaire et son impact et **ses répercussions seront plus fortes entre les petits producteurs**". Le Secrétaire Général de l'ONU a averti que l'Afrique sud-saharienne est la région qui pourrait en subir les pires conséquences et que la volatilité, combinée dans certains pays aux distorsions du marché et du stockage, commence à avoir un impact sur les prix des denrées alimentaires, avec des effets néfastes sur la nutrition des plus vulnérables. Nous risquons donc, de voir une augmentation de 20% du nombre de décès dus à la malnutrition, comme indiqué aussi dans la "Note politique d'ActionAid Sénégal et de ses partenaires. La crise sanitaire de COVID 19".

En particulier au Sénégal, les impacts négatifs de la COVID-19 sont accentués dans les communes rurales notamment pour les écoliers, les exploitations familiales (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs) et les travailleurs informels (commerçants, mécaniciens, tailleurs, menuisiers, etc.) qui souffraient déjà d'un **accès limité à l'éducation, à l'eau, l'assainissement et l'hygiène**, d'une **alimentation insuffisante** et pas assez **nutritive**, de **faibles revenus**, des effets du **changement climatique**, de la concurrence des multinationales, etc.

Bien que la situation ait demandé la prise de mesures rapides et strictes, cette conjoncture de facteurs montre la **vulnérabilité** des structures éducatives, des structures sanitaires, **des systèmes alimentaires actuels et des chaînes d'approvisionnement**, notamment dans les communes rurales. Pour ces derniers, des faiblesses sont particulièrement rencontrées au niveau de plusieurs maillons des chaînes de valeur agricole comme au niveau du transport, de la conservation et de la transformation de produits alimentaires frais et de la commercialisation. En conséquence, nous soutenons les demandes des petits agriculteurs du Sénégal conformément au communiqué du Conseil National de Concertation et de coopération des Ruraux (CNCR) et sommes prêts à collaborer à la réalisation de ces objectifs dans nos plans et projets.

Dans le cas concret du **Département de Podor**, selon l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence menée en février 2018 par le Programme Alimentaire Mondiale (PAM), l'insécurité alimentaire atteignait 38% à Podor, étant le Département le plus affecté en insécurité alimentaire du nord du Sénégal. Près de 19,1% des ménages de

Podor ont une consommation alimentaire pauvre, et 23,5% ont une consommation alimentaire limitée. En 2017, 9,6% des enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition aiguë globale. L'insécurité alimentaire est récurrente et étroitement liée à la pauvreté, à la production alimentaire non durable, aux chocs climatiques récurrents, aux prix alimentaires élevés, à la dépendance à l'égard des marchés locaux et à la faible résilience des ménages et des communautés.

Dû à l'évolution de la pandémie et à ses répercussions au niveau social et économique, le Chef de l'État sollicite l'adoption de comportements responsables tant individuels que collectifs au terme de la nouvelle phase mise en place depuis le 11 mai 2020, dans laquelle une grande partie des responsabilités incombent aux Autorités Départementales. Suite à la dernière allocution du Chef d'État, certaines consignes ont été modifiées: réouverture des marchés hebdomadaires, restaurants et lieux de culte, assouplissements dans les transports publics pour permettre aux enseignants, élèves et travailleurs agricoles de rejoindre leurs lieux d'étude et de travail, etc. La reprise des classes d'examens prévue ce 2 juin et qui est renvoyé ultérieurement, fait également partie des nouvelles mesures. Or, nous avons conscience qu'un grand nombre d'établissements publics dans le Département de Podor ne réunissent pas les conditions du protocole de sécurité recommandé pour la réouverture (par exemple, dans les Communes de Doumga Lao et de Guédé Village respectivement 57,14% et 38% des établissements scolaires ne disposent pas d'eau).

Nous soutenons toutes les mesures de la stratégie de riposte contre la COVID et nous encourageons l'État du Sénégal dans sa communication pour le respect des **mesures barrières** afin d'éviter la propagation du virus COVID-19. À ce titre, nous attirons l'attention des autorités et des partenaires sur la nécessité réfléchir à des **stratégies d'adaptation** afin que les activités économiques puissent continuer à faire vivre les populations rurales.

En tenant compte des éléments précédents, nous exprimons toute notre disposition à collaborer et accompagner la mise en œuvre des mesures et gestes barrières dans le Département de Podor afin de permettre à la population de s'adapter et d'**adopter des comportements responsables dans les espaces publics**, dans les transports lors des déplacements de personnes, dans les marchés hebdomadaires et lors du transport de denrées, de marchandises et de livraison de produits divers dans les marchés. Concernant la réouverture des structures scolaires, nous aimerions savoir quelles sont les dispositions prises afin que tous les établissements, sans exception, du Département puissent rouvrir leurs portes aux élèves en respectant les mesures de protection, d'hygiène et de sécurité.

De plus, nous aimerions participer à des **espaces de concertation et de coordination** existants, ou à défaut, nous proposons de mettre en place un cadre d'élaboration de **stratégies de résilience** à court, **moyen et long termes** en identifiant les défis et les opportunités, en créant une vision convaincante des stratégies d'adaptation (résilience) tout en assurant une participation active et inclusive et en facilitant la discussion et la collaboration entre les Services techniques et de recherche de l'État, les organisations de la société civile, les acteurs non étatiques, etc. tout au long du processus.

Dans le Département de Podor, là où les risques de malnutrition sont les plus élevés, il est également fondamental de **renforcer les systèmes de protection sociale** en préservant l'accès à l'alimentation et à la nutrition des **groupes les plus vulnérables**, notamment les

jeunes enfants, les femmes enceintes et allaitantes, les personnes âgées et les autres groupes à risques.

Par la présente, nous vous faisons part de nos préoccupations concernant la situation des populations les plus vulnérables du Sénégal, de notre ferme engagement en faveur de la promotion des droits humains et du développement local, et de notre volonté de continuer à **travailler main dans la main**, de manière franche et fructueuse avec les Autorités Sénégalaises au niveau de l'État, des Régions, des Départements, des Arrondissements et des Communes.

Les signataires :



## PROPUESTA DE COLABORACIÓN DE ACTORES EN EL DESARROLLO DEL DEPARTAMENTO DE PODOR FRENTE A LA CRISIS DEL COVID-19

La aparición del coronavirus SARS-CoV-2 en Senegal el 2 de marzo de 2020 encontró en las instituciones senegalesas una respuesta rápida y efectiva, teniendo en cuenta la experiencia de otros estados y la búsqueda de su propia respuesta a la pandemia. A pesar de todos los esfuerzos realizados, hasta el 18 de junio de 2020, el virus ha infectado a 5.475 personas, de las 64.830 pruebas realizadas, en 47 distritos de salud (es decir, una tasa de positividad del 7,53%), incluidos 3.716 están curados (67.87%) y 1.682 aún en tratamiento (30.72%), según el Ministerio de Salud y Acción Social.

Esta situación ha tenido consecuencias en la vida de la población senegalesa. Como anunció la FAO, y la comunidad internacional, "la crisis COVID-19 no es solo una crisis sanitaria; su impacto y respuestas serán más fuertes entre los pequeños productores". El Secretario General de la ONU advirtió que el África Subsahariana es la región que podría sufrir las peores consecuencias, debido a la volatilidad, combinada en algunos países con distorsiones del mercado y del almacenamiento, que está comenzando a tener un impacto en los precios de los alimentos con efectos adversos en la nutrición de las personas más vulnerables. Por lo tanto, corremos el riesgo de un aumento del 20% en el número de muertes por desnutrición, como también indicaba ActionAid Senegal.

En Senegal, los impactos negativos de COVID-19 se acentúan en las comunidades rurales, particularmente en la población escolar, en los pequeños productores agrícolas (agricultores, criadores, pescadores) y en los trabajadores informales (comercios, talleres mecánicos, sastrería, carpintería, etc.) quienes ya sufrían un acceso limitado a una alimentación suficiente y nutritiva, a educación, agua, saneamiento e higiene y que cuentan con bajos ingresos; siendo, además, quienes más están sufriendo los efectos del cambio climático y la competencia de las multinacionales.

Aunque la situación exigía la adopción de medidas rápidas y estrictas, esta coyuntura de factores muestra la vulnerabilidad de las estructuras educativas, las estructuras de salud, los sistemas alimentarios actuales y las cadenas de suministro, especialmente en las comunidades rurales. Para estas últimas, las debilidades se encuentran particularmente en varios eslabones de las cadenas de valor agrícolas, así como en el transporte, la conservación y procesamiento de productos alimenticios frescos y la comercialización. **En consecuencia, apoyamos las demandas de los pequeños agricultores en Senegal de acuerdo con el comunicado de prensa del Consejo Nacional de Consulta y Cooperación Rural (CNCR) y estamos dispuestos a colaborar para lograr estos objetivos en nuestros planes y proyectos.**

**En el caso específico del Departamento de Podor**, según la evaluación de la seguridad alimentaria en situaciones de emergencia realizada en febrero de 2018 por el Programa Mundial de Alimentos (PMA), la inseguridad alimentaria alcanzó el 38% en Podor, siendo el Departamento más afectado por la inseguridad alimentaria en el norte de Senegal. Casi el 19.1% de los hogares en Podor tienen un consumo pobre de alimentos, y el 23.5% tienen un consumo límite de alimentos. En 2017, el 9.6% de los niños menores de 5 años sufrían de desnutrición aguda global. La inseguridad alimentaria es recurrente y está estrechamente relacionada con la pobreza, la producción insostenible de alimentos, los choques climáticos recurrentes, los altos precios de los alimentos, la dependencia de los mercados locales y la baja capacidad de recuperación de los hogares y las comunidades.

Debido a la evolución de la pandemia y sus repercusiones sociales y económicas, el Jefe de Estado solicita la adopción de comportamientos responsables, tanto individuales como colectivos, al término de la nueva fase a partir del 11 de mayo de 2020, en el que gran parte de las responsabilidades recaen en las Autoridades Departamentales. Tras el último discurso del Jefe de Estado, se modificaron ciertas instrucciones: reapertura de los mercados semanales, restaurantes y lugares de culto, flexibilidad en el transporte público para permitir que los maestros, estudiantes y trabajadores agrícolas lleguen a sus lugares de estudio y trabajo. Parte de las nuevas medidas es que la reanudación de las clases de examen programadas para el 2 de junio, finalmente se ha pospuesto para más tarde.

Una gran cantidad de establecimientos públicos en el Departamento de Podor no cumplen con las condiciones del protocolo de seguridad recomendado para la reapertura. Por ejemplo, en las comunas de Doumga Lao y Guédé Village, respectivamente 57.14 % y 38% de las escuelas no tienen agua.

Apoyamos todas las medidas de la estrategia de respuesta contra COVID y alentamos al Estado de Senegal a que llamen al respeto de las medidas de barrera y protección para evitar la propagación del virus COVID-19. Además, invitamos a las autoridades y a los socios a reflexionar sobre las estrategias de adaptación para que las actividades económicas puedan continuar apoyando a las poblaciones rurales.

Teniendo en cuenta los elementos anteriores, expresamos nuestra disposición a colaborar y apoyar la implementación de medidas de barrera en el Departamento de Podor para permitir que la población adopte comportamientos responsables en los espacios públicos, en el transporte, en los mercados semanales y durante el traslado de mercancías: alimentos y otros bienes y productos en los mercados.

Con respecto a la reapertura de los centros escolares, nos gustaría saber qué arreglos se han hecho para que todos los establecimientos, sin excepción, del departamento puedan volver a abrir sus puertas a los estudiantes respetando las medidas de protección, salud y seguridad.

Además, nos gustaría participar en los espacios de concertación y coordinación existentes, o en su defecto, proponemos establecer un marco para desarrollar estrategias de resiliencia a corto, mediano y largo plazo mediante la identificación de desafíos y oportunidades, garantizando una participación activa e inclusiva durante todo el proceso y facilitando la discusión y colaboración entre los servicios técnicos y de investigación estatales, las organizaciones de la sociedad civil, los actores no estatales, etc.

En el Departamento de Podor, donde los riesgos de desnutrición son más altos, también es esencial fortalecer los sistemas de protección social, preservando el acceso a una adecuada alimentación y nutrición para los grupos más vulnerables, especialmente los jóvenes, niños, mujeres embarazadas y lactantes, ancianos y otros grupos de riesgo.

Por la presente, expresamos nuestras preocupaciones sobre la situación de las poblaciones más vulnerables en Senegal, nuestro firme compromiso con la promoción de los derechos humanos y el desarrollo local y nuestro deseo de continuar trabajando mano a mano, de manera directa y fructífera con las autoridades senegalesas, a todos los niveles: Estado, Regiones, Departamentos, Distritos y Comunas.